

afin de mieux gagner leur vie ailleurs. L'honorable député de Renfrew-Sud a également attiré notre attention sur ce sujet il y a quelques minutes. Je voudrais demander au ministre s'il connaît la proportion de Canadiens qui émigrent par suite de la pénurie d'emplois au pays. Je pense que nous nous rendons tous compte ici, à la Chambre, que nous importons de nombreux spécialistes et hommes de profession de l'extérieur en ce moment.

Ce nouveau ministère ne fera-t-il pas disparaître tout esprit d'initiative dans l'industrie? Le premier ministre a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau ministère et que les éléments nécessaires viendraient du ministère du Commerce. Si tel est le cas, pourquoi l'innovation? Sous le régime précédent, le ministère du Commerce s'acquittait de ses tâches avec succès; plusieurs membres de la Chambre l'ont constaté. La population du Canada l'a constaté puisqu'en 1961, 1962 et 1963, nous avons assisté à la plus forte expansion commerciale et aux exportations les plus élevées que nous ayons jamais connues.

J'ai l'impression que la création du nouveau ministère de l'Industrie pourrait fort bien se traduire par l'augmentation progressive des tracasseries bureaucratiques pour nos hommes d'affaires. Le ministre pourrait-il me dire si le nouveau ministère recrutera son personnel au sein du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Production de défense et du ministère du Commerce, ou s'il embauchera des employés de nos industries qui ont tellement besoin de gens compétents, à l'heure actuelle? Dans ce dernier cas, comme il s'agit d'un ministère entièrement neuf, il devra de nouveau faire appel aux industries et au salariat et leur imposera sans doute un fardeau supplémentaire.

Les entreprises de fabrication qui réussissent font leur propre planification et elles sont lasses de se voir imposer un programme à suivre. Tous ceux qui ont déjà été en affaires connaissent la paperasserie que le gouvernement exige. Les nombreuses exigences des ministères de l'État ont tendance à accroître le coût de production à tel point que certaines entreprises doivent fermer leurs portes. Je me demande si ce ministère imposera un nouveau fardeau aux entreprises commerciales en leur demandant de présenter des statistiques et des rapports. Je ne crois pas que ce soit conforme aux recommandations de la Commission Glassco, qui estimait qu'on devrait réduire le nombre de ces ministères.

Depuis l'adoption du bill, le gouvernement n'a tenu aucun compte des autorités municipales et provinciales et a désigné des régions insuffisamment évoluées; cela a causé beaucoup d'agitation et de crainte dans les milieux

industriels de tout le pays. L'honorable député de Marquette l'a mentionné ce soir. J'aimerais faire inscrire au compte rendu un passage d'un article qui a paru cette semaine dans le *Financial Times*. L'article est intitulé «Windsor s'offense d'être une région désignée», et voici le passage en question:

L'agglomération de Windsor est devenue le pupille le plus indocile du gouvernement fédéral. C'est l'une de 35 «régions désignées» au Canada, obtenant de droit une aide fédérale spéciale, à cause de difficultés économiques chroniques. Le seul problème qui se pose, c'est qu'un grand nombre de gens de la région de Windsor ne veulent tout simplement pas de cette aide.

C'est que, du moins en apparence, Windsor et les municipalités environnantes n'ont jamais été si prospères depuis longtemps. L'économie de la région dépend surtout du sort de l'industrie automobile au Canada, qui entre maintenant dans sa troisième année d'expansion considérable. Les affaires ont été si bonnes, en réalité, que Ford et Chrysler ont rappelé les hommes qui avaient été congédiés, même depuis neuf ans. Chrysler n'a plus d'hommes sans emploi sur aucune liste d'ancienneté...

Les dirigeants de l'endroit semblent avoir à cœur de créer un nouveau climat et d'insuffler la confiance. Mais, l'expression «région désignée» ne convient pas à ce nouveau climat. Certains dirigeants locaux en sont irrités. Ils aimeraient que le gouvernement retire son aide.

Pour être juste envers le ministre, il faudrait que j'expose le point de vue des dirigeants industriels de Windsor.

Les dirigeants industriels ne sont pas d'accord. Selon eux, ce qui attirera de nouvelles industries, c'est beaucoup plus les avantages financiers qui découlent du programme fédéral que tout nouveau climat qu'on pourrait créer.

À mon sens, l'industrie de cette région ne devrait pas jouir d'un traitement de faveur. Les régions désignées ont été établies avant que le ministère de l'Industrie ne soit créé et mis en branle. Qu'arrivera-t-il lorsqu'il sera bien établi? Partout au pays l'industrie s'inquiète. Le ministre accordera-t-il des contrats à des industries privilégiées ou à des régions dites désignées? Interviendra-t-il davantage dans le domaine de l'offre et de la demande?

Lorsqu'il fonctionnera à plein rendement, le ministère coûtera des millions de dollars mais je me demande si l'industrie a besoin de cette orientation. J'aimerais poser une question au ministre. Accordera-t-on des subventions aux universités pour leur permettre d'établir des services de recherches qui s'occuperaient de trouver de nouveaux moyens de fabrication et de mettre au point de nouveaux produits afin de venir en aide à l'industrie? En facilitant ce genre de recherches dans nos universités, nous encouragerions les étudiants et nous fournirions à l'industrie des renseignements dont elle doit se passer, je pense, à l'heure actuelle.